

Vie scientifique

« La décroissance soutenable – Bioéconomie, écologie et simplicité volontaire »

Compte rendu de colloque (Lyon, 26-27 septembre 2003)

Mathias Lefèvre*

Économiste, Centre IRD Orléans, 5 rue du Carbone, 45072 Orléans cedex 02, France

« La croissance économique se réalise ; mais elle est croissance de quoi, pour qui, à quel coût, pour arriver à quoi ? Un moment partiel du système économique (même pas le moment quantitatif : une partie du moment quantitatif concernant certains biens et services) est érigé en moment souverain de l'économie ; et, représentée par ce moment partiel, l'économie, elle-même moment de la vie sociale, est érigée en instance souveraine de la société. » Cornélius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, 1975.

« Pour combattre le chômage, faire reculer la pauvreté, combler un retard, les sociétés mettent leurs espoirs dans la croissance économique. La machinerie capitaliste en est le principal vecteur ; mais la croissance, si elle crée emplois et richesses, crée aussi du chômage et de la pauvreté ; en démultipliant les besoins, elle recrée de l'insatisfaction ; la croissance des besoins suscite de nouveaux besoins de croissance. Engrenages sans fin. [...] Tout retour en arrière est exclu, tout arrêt impossible. » Michel Beaud, *Le Basculement du monde*, 1997.

La croissance économique, mesurée à l'aune du Produit intérieur brut par habitant, et érigée en maître-objectif, traduit cette subordination de la société à l'économique qu'a su si bien décrire, en son temps, Karl Polanyi (cf. Polanyi, K., 1983. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard). Le colloque des 26 et 27 septembre, organisé sous l'égide de plusieurs organisations¹ en hommage à l'un des pères de la « bio-économie »,

Nicholas Georgescu-Roegen², disparu en octobre 1994, s'inscrivait dans la perspective d'une remise en cause de cette croissance-reine. Il s'agissait de réfléchir aux contours d'une(de) société(s) alternative(s), au « pour-quoi » et, partiellement, au « comment » édifier une « société de décroissance », sereine, soutenable et conviviale. La « décroissance » ne doit pas alors être comprise comme un idéal, mais comme une nécessité. Une nécessité qui doit concerner, en premier lieu, les sociétés « thermo-industrielles » occidentales. Une croissance infinie sur une planète finie n'est en effet pas possible. Plus de croissance signifie produire et consommer plus de biens et de services, donc plus de ponctions dans la nature, l'extraction, la transformation et l'utilisation accrues de matériaux, et plus de rejets et de déjections de toutes formes. Comme avait alors pu l'analyser Georgescu-Roegen, des efforts d'innovation technologique redoublés ne feront que retarder l'épuisement fatal des ressources auquel la recherche de croissance mène. La croissance économique, nourrie de l'innovation, ne résoudra pas les problèmes d'environnement et de dégradation des ressources naturelles, parce que, finalement, elle les produit et les entretient. De la même façon, plus de croissance ne résoudra pas, en fin de compte, les problèmes du chômage et de la pauvreté, car de la croissance naissent le chômage et la pauvreté.

Bien que constamment remise en question, la notion de croissance n'en demeure pas moins dans le même temps constamment réhabilitée. Dans son acception

* lefevre@orleans.ird.fr

¹ Les revues *Silence*, *L'Écologiste* et *Casseurs de pub*, l'Institut pour la relocalisation de l'économie et l'association La Ligne d'horizon – Les amis de François Partant. Ces organisations se sont regroupées dans l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable (IEESDS), qui a conçu ce colloque.

² Georgescu-Roegen, mathématicien et économiste d'origine roumaine, a été, avec son approche entropique de l'économie, l'un des premiers à vouloir « réinsérer » l'économie dans la Biosphère (cf. Georgescu-Roegen, N., 1979 (rééd. 1995). *La Décroissance. Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la Terre).

dominante, l'idée d'un « développement durable » est la forme la plus récente de ce travail de réhabilitation. Parler de « décroissance » semble alors hérétique. « Décroître », est-ce entrer en récession, en régression économique ? Est-ce synonyme d'ascèse, de restriction, d'austérité (des mots négativement connotés dans la société « thermo-industrielle », voire indicibles) ? Ou est-ce encore revenir à un passé mythifié, à des temps primitifs ? Pour les tenants de la décroissance réunis à Lyon à l'occasion du colloque (Serge Latouche, Jacques Grinevald, Bruno Clémentin, Mauro Bonaiuti, François Brune, Alain Gras, Paul Ariès, Pierre Rabhi, François Schneider, Sylvie Ferrari, et d'autres encore³), l'idée de décroissance sert en premier lieu à signifier la négation de l'élévation de la croissance économique au rang de but primordial. Parler de « décroissance » semblerait ainsi, avant tout, relever de la simple rhétorique. Mais l'idée sert également à souligner que, si une croissance infinie est bien impossible, une « croissance zéro » ou un « état stationnaire » tel que le défend Herman Daly notamment (cf. Daly, H., 1991. *Steady-State Economics*, Island Press), sont autant d'impasses (intervention de Ferrari). Il ne s'agit pas alors de décroître tout de suite et à grande vitesse, décroître pour décroître. Il ne s'agit pas d'exacerber le manque, la frustration, la pauvreté (moderne), le chômage, sous le joug d'une idéologie éco-totalitaire douteuse – la croissance, comme la récession, s'en chargent déjà. Il n'y a rien de pire qu'une société de travailleurs sans travail, disait, en substance, Hannah Arendt, dans son livre *Condition de l'homme moderne* (Paris, Agora, 1958 (rééd. 1988)). « Une société de croissance sans croissance, c'est l'enfer », ajoute Latouche. Il ne s'agit pas non plus de remplacer les idéologies dominantes (la Consommation, l'Économie, le Progrès, la Science, la Technique. . .) par d'autres qui seraient « meilleures ». Mais parce qu'il s'agit d'associations d'idées, d'édifices symboliques néfastes, bien enracinés dans nos têtes (Castoriadis parlait de « significations imaginaires sociales »), il conviendrait, comme le souligne Latouche lors de son intervention, de décoloniser notre imaginaire, de nous « dé-formater », de rompre, autant que faire se peut, avec certains schémas mentaux et modes de penser, d'abandonner certaines attitudes et habitudes.

À l'écoute des intervenants, il s'agit fondamentalement de sortir du moment historique qui nous contient. Imaginer alors une autre société, une société où la décroissance serait concrètement envisageable. Une société où l'homme renouerait avec une forme d'autonomie – est autonome celui qui se donne à soi-même sa loi, qui s'administre lui-même –, où il ne serait plus enserré, enlacé à l'intérieur de réseaux techniques, de « macro-systèmes techniques », comme les appelle Gras, qu'il ne maîtrise

et, le plus souvent, ne comprend pas, dont il devient de plus en plus dépendant (train, avion, électricité. . .). Une société conviviale et frugale, où le raisonnable primerait sur le rationnel, l'altruisme sur l'égoïsme, la vie sociale sur la consommation illimitée. Décroître, c'est partager, note Ariès lors de son intervention sur « la peur de manquer ». « Il ne s'agit pas de vivre moins, ajoute-t-il, mais autrement et mieux. » Il s'agit de « consommer mieux », c'est-à-dire de « consommer moins », renchérit Brune. Non pas vivre pour consommer, mais, plus simplement, consommer pour vivre. « La décroissance est nécessaire non seulement pour respecter l'équilibre de la biosphère [. . .], mais aussi pour [. . .] accroître le bien-vivre », en privilégiant les biens relationnels aux dépens de biens de consommation traditionnels fortement destructeurs tant sur le plan écologique que sur le plan social (intervention de Bonaiuti sur une prospective bio-économique).

Décroître, c'est ainsi reconsidérer et restructurer les modes de production et de consommation, dans le respect des rythmes naturels, lents et cycliques, dans le respect de la reproduction, et de l'Humanité, et de la Biosphère. C'est repenser la localisation des activités productives, aller vers une re-localisation. C'est donc repenser le système des transports, repenser la ville. C'est réorienter les choix énergétiques, abandonner progressivement l'exploitation des sources fossiles d'énergie (intervention de Gras), uranium compris, et favoriser les sources renouvelables, l'efficacité et surtout la sobriété énergétique, en prenant garde à l'« effet rebond⁴ » (intervention de Schneider). C'est redonner son « pouvoir-faire » à l'individu, en démocratisant les prises de décisions qui concernent les orientations technologiques : rendre à l'individu la maîtrise de l'« outil », rendre à l'outil sa convivialité⁵. Décroître, en suivant Brune, c'est également remettre en cause l'idéologie publicitaire, et se débarrasser de la mode, cette « maladie de l'esprit humain » ; décroître implique de remettre en cause l'obsolescence programmée, le changement pour le changement.

⁴ On parle d'« effet rebond » lorsqu'un gain d'efficacité énergétique est annihilé par une augmentation de la consommation (par exemple, des voitures plus économes permettent d'aller plus loin pour le même prix). Cf. Schneider, F., 2002. Point d'efficacité sans sobriété. Mieux vaut débondir que rebondir, *Silence*, 280, février.

⁵ « L'outil est convivial dans la mesure où chacun peut l'utiliser, sans difficulté, aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire, à des fins qu'il détermine lui-même. [. . .] L'usage que chacun en fait n'empiète pas sur la liberté d'autrui d'en faire autant. » (Illich, I., 1973. *La Convivialité*, Paris, Seuil, p. 45.) L'outil convivial que défendait Illich – il utilisait le terme d'« outil » aussi bien pour parler d'institutions (l'école, l'hôpital), que de technologies (du marteau à l'automobile) –, est censé répondre à trois exigences (*ibid.*, p. 27) : « il est générateur d'efficacité sans dégrader l'autonomie personnelle » ; « il ne suscite ni esclaves, ni maîtres » ; « il élargit le rayon d'action personnel ».

³ La liste complète des intervenants ainsi que certaines des présentations faites au colloque sont disponibles sur le site Internet de l'IEESDS : www.decroissance.org

Enfin, on peut imaginer, avec les intervenants, que décroître, c'est aussi questionner le rapport au travail, valeur mise au centre de nos sociétés, et repenser la place et le sens donnés au loisir.

La critique de la société industrielle, dans ses multiples dimensions, n'est bien évidemment pas nouvelle. D'Ellul et Illich à Habermas et Marcuse, en passant par Adorno, Debord, Gorz, Castoriadis, Bookchin, Baudrillard, Mumford, Georgescu-Roegen et bien d'autres, il n'y a qu'à se replonger dans les années 1960-1970 pour, déjà, voir apparaître des contestations rigoureuses de l'ordre capitaliste et technocratique établi, de l'industrialisation et de la consommation de masse. Mais c'est bien parce que, fondamentalement et structurellement, rien n'a vraiment changé en mieux, que la contestation et la critique – constructives – doivent persister, ou renaître. Il semblerait que cela a même plutôt empiré par rapport aux années 1970 : puissance et emprise des technologies, individualisme et aliénation de l'individu, pollutions en tout genre et crises écologiques globales, violences, guerres et conflits, inégalités entre peuples dans et entre les pays, chômage, pauvretés, exclusions, désœuvrement et dénuement, etc., se sont exacerbés. Les analyses passées n'ont pas perdu de leur pertinence, elles demeurent même fécondes pour notre regard sur les moments présents, comme ce colloque l'a montré.

Reste la question du « comment » passer à une « société de décroissance ». Comment assurer la transition ? La proposition faite par les théoriciens néoclassiques de l'économie de faire prendre en charge par les acteurs économiques le coût des dommages et nuisances que leurs activités entraînent, notamment par le biais de la taxation, pourrait constituer ce que Latouche appelle une « réserve de décroissance ». Elle serait déjà un moyen de réorienter des pratiques de production et des politiques d'échanges et de transports nocives. Mais on doit constater que, bien qu'elle soit aujourd'hui couramment mise en avant, et bien qu'il s'agisse d'une proposition orthodoxe dans la théorie économique en cours, elle n'est pas encore effectivement mise en œuvre. La question se pose de savoir si elle peut l'être dans le cadre du système actuellement dominant. C'est Jacques Ellul qui notait, très justement, que si l'on essayait vraiment de protéger l'environnement, cela coûterait « effroyablement cher » (cf. Ellul, J., 1977. *Le Système technicien*, Paris, Calman-Lévy).

Dans l'organisation sociale actuelle, complexe, très hiérarchisée, et bientôt, si ce n'est pas déjà, totalement sous prothèse technique, les solutions envisagées, quels que soient les maux considérés, permettent au mieux de colmater les brèches, pas de changer la direction du navire. Sortir du moment historique qui nous contient requiert pourtant plus que de simples rustines, requiert autre chose qu'un chimérique « développement durable ». Cela requiert de modifier les relations de

pouvoir en place, en commençant par miner les valeurs et les justifications du système, saper ses bases (intervention de Latouche). Réforme ou révolution, ça n'était pas l'objet précis du colloque, certes... mais l'interrogation est demeurée latente durant les deux journées : entrer dans la décroissance, pourquoi, pour qui, et surtout « comment » ?

La question a des dimensions multiples. Comment conduire les États à arrêter de faire des guerres, qu'elles soient militaires, économiques ou les deux à la fois, comme c'est souvent le cas ? Comment, s'il faut, comme le souligne Bonaiuti, réduire les dimensions des organisations productives, inciter les firmes transnationales à se décomposer, à renoncer à leur situation de monopole, et permettre ainsi une re-localisation de la production, des échanges, de la consommation et, partant, de l'économie ? Comment convaincre l'État de les y contraindre, au-delà de pauvres lois anti-trusts et autres réglementations ? Ne les soutient-il pas déjà dans leur processus de transnationalisation ? Ne les soutient-il pas déjà dans leur exploitation ruineuse de la nature et des hommes ? Comment endiguer le comportement démentiel des spéculateurs financiers et des nouveaux rentiers ? Comment freiner l'impérialisme culturel occidental, qui a déjà tant nui ? Comment, en tant qu'individus, reprendre nos droits sur les choix énergétiques et technologiques à faire ? Comment reprendre nos droits sur l'information, sur des décisions de tous les jours, sur notre pouvoir-dire et notre pouvoir-faire ? Comment secouer les gouvernants pour qu'il sortent de leur « acratie », cette acceptation de ne rien faire qu'évoque Michel Beaud dans son ouvrage *Le Basculement du monde* (Paris, La Découverte, 1997) ? Comment sortir la société de son atonie, de sa passivité pratique et intellectuelle, caractéristique du désengagement politique ambiant en Occident ? Comment, dans la durée, décoloniser notre imaginaire ? Comment créer une société sobre et conviviale, quand tout ou presque s'y oppose ?

Outre la révolution mentale qu'il suppose, mais qui ne viendra pas d'elle-même, un projet centré sur la décroissance exige que le politique se réinvestisse dans une réflexion, qu'il a désertée, sur l'avenir de nos sociétés. Vouloir édifier une société de décroissance, c'est devoir transformer des rapports de force et des relations de pouvoir. Mais cette lutte politique est aussi idéologique, elle se fait beaucoup sur le plan sémantique et dans le champ des idées. L'idée de décroissance s'oppose aux édifices symboliques d'une hégémonie installée, d'une coalition d'intérêts qui domine. On peut penser qu'engager le processus conduisant à la décroissance, c'est en partie commencer par se changer soi-même. C'est aussi démontrer et persuader. C'est développer, répandre, populariser et pratiquer des valeurs qui seraient antagonistes à celles qui se sont/ont été imposées. C'est aussi, enfin, soutenir d'autres pratiques, ou en inventer de nouvelles. L'« agir »

d'un mouvement alternatif doit être à la fois critique, théorique et pratique. Résister, contrecarrer, créer ou recréer.

Dans la continuité de celui sur l'« après-développement », qui s'est tenu en mars 2002 au palais de l'Unesco à Paris, ce colloque sur la décroissance a été l'occasion, au-delà du simple constat que « nous allons

tranquillement dans le mur », de présenter et défendre l'idée d'une autre société plus « harmonieuse »⁶. Une réunion, donc, pour discuter et échanger, pour partager et confronter des idées, des perceptions et des pratiques. Le projet d'une « société de décroissance » n'est peut-être qu'une « utopie », quelque chose d'irréalisable, mais à force de les empêcher de rêver, les sociétés ne finissent-elles pas par devenir folles ?

⁶ Voir l'ouvrage collectif édité à l'occasion du colloque : *Silence*, 2003. *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Parangon, coll. « L'Après-Développement ». Disponible auprès de *Casseurs de pub*, 11 Place Croix-Pâquet, 69001 Lyon.